

AU FIL DE LA SEMAINE

ÉDUCATION A l'occasion de la Journée de lutte contre le gaspillage alimentaire, des collégiens ont été invités à trier et à peser la nourriture jetée à la cantine pendant une semaine.

Un collège mobilisé contre le gaspillage alimentaire



Le 18 septembre, à Bonnelles (Yvelines). Le collège des Trois-Moulins a mené une semaine anti gaspillage alimentaire.

Arrivée récemment en tant que gestionnaire du collège des Trois-Moulins à Bonnelles (Yvelines), Laetitia Nogues avait été alertée par les agents de la cantine quant à la quantité de nourriture rejetée par les élèves. « Selon les menus, les assiettes revenaient parfois quasiment intactes, se souvient-elle. Il faut dire que le système favorisait le gaspillage. Que l'élève le veuille ou non, on lui servait de force une entrée, un plat et un dessert. » A l'occasion de la Journée nationale de lutte contre le gaspillage alimentaire, le mercredi 16 octobre, la gestionnaire du collège a donc décidé de faire bouger les choses. « Nous avons installé deux poubelles, une pour les emballages, une autre pour les déchets alimentaires, raconte Laetitia Nogues. Chaque jour, cette dernière est pesée pour faire prendre conscience aux collégiens de la quantité gaspillée. » Le personnel de cantine a lui aussi participé puisque dorénavant, il laisse les élèves prendre juste ce qu'ils veulent.

Laetitia Nogues envisage de pérenniser ce système de tri et

est à la recherche d'une ferme qui serait intéressée pour récupérer le pain et les déchets alimentaires afin d'en faire du compost. « En échange, nous demanderions une visite de l'exploitation dans l'année pour les élèves », lance la gestionnaire : « Par exemple, rencontrer un éleveur de poulets pourrait leur faire prendre conscience du nombre de bêtes tuées pour rien lorsqu'ils jettent les cuisses de poulets à la cantine. »

Si le lundi, les déchets alimentaires pesaient 56 kg, le mardi et le jeudi, la balance n'affichait plus qu'une petite trentaine de kilos. Un signe encourageant avant la catastrophe du vendredi où le poisson au menu n'a pas séduit. Résultat : 62 kg à jeter, soit un total de 185 kg pour la semaine. L'équivalent en poids d'environ 3 372 œufs.

MARINE GUILLAUME

+ D'INFOS

■ Si vous êtes intéressé par le projet du collège, contactez Laetitia Nogues au 01.30.59.59.50.

■ En Bref

Terroir

■ Des chefs franciliens cuisinent façon « zéro déchet »

Le 16 octobre se tenait la Journée nationale de lutte contre le gaspillage alimentaire afin de sensibiliser le plus grand nombre à cet enjeu quotidien. Le Cervia Paris Ile-de-France, signataire du Pacte national de lutte contre le gaspillage alimentaire, s'est associé à cette manifestation. Ainsi, cinq chefs qui ont intégré le label « Des produits d'ici, cuisinés ici » ont réalisé des plats façon « zéro déchet » devant les passants sur la place de la République à Paris.

Viande

■ Gestion de l'équarrissage : nouvelles modalités

Deux arrêtés parus le 1^{er} octobre prévoient la fin de la taxe d'abattage (anciennement prélevée pour financer l'équarrissage en élevage bovin et ovin) et la création d'une nouvelle cotisation volontaire obligatoire (CVO) spécifique à l'équarrissage en ferme. Interbev, l'interprofession bétail et viande, a mis en place l'association ATM ruminants qui collectera cette CVO auprès de l'aval de la filière et réglera la facture aux équarrisseurs.

JA IDF Le 8 octobre, les présidents de départements JA se sont réunis aux côtés des administrateurs nationaux. La réforme de la Pac était au cœur des débats.

Réseau JA : les présidents départementaux se réunissent

Mardi 8 octobre, les présidents départementaux du réseau JA se sont réunis autour des administrateurs nationaux pour évoquer ensemble les projets en cours et les perspectives du syndicat pour l'année à venir. La journée a débuté par la présentation de la Semaine du foncier qui aura lieu du 11 au 17 novembre, l'objectif étant de sensibiliser les élus au gaspillage du foncier agricole.

La matinée s'est poursuivie autour des débats sur la Pac. Les représentants syndicaux ont ainsi pu présenter leurs inquiétudes ou leurs mécontentements par rapport à la réforme 2014-2020. Enfin, les administrateurs nationaux ont exposé les travaux effectués dans le cadre de la loi d'avenir agricole et insisté sur le lobbying à mener pour concrétiser les actions JA.

La « tournée Pac », qui aura



Mardi 8 octobre, les administrateurs nationaux du réseau JA avaient réuni leurs présidents départementaux.

pour objectif d'expliquer les arbitrages nationaux et de détailler les travaux qu'il reste à effectuer en région, sera la prochaine échéance du réseau.

M. AUBIN

AGRI DISTRIB' : PRIORITÉ DU RÉSEAU

■ Le projet Agri distrib', priorité du mandat affirmée lors du congrès de juin dernier, a été présenté au réseau. L'objectif est de repenser des modes de distribution alternatifs qui permettent aux agriculteurs de maîtriser la construction des prix pour répondre au mieux à la demande des consommateurs. C'est dans ce contexte que le « Projet des régions » verra le jour à l'occasion des Terres de Jim en septembre 2014, sous l'impulsion des équipes JA régionales.

BETTERAVES Les usines de Pithiviers-Toury et de Corbeilles-en-Gâtinais du groupe Cristal union projettent d'améliorer leur compétitivité en augmentant leur production de l'équivalent de dix mille hectares.

Le groupe Cristal union ouvre de nouvelles surfaces

Les trois usines du groupe Cristal union, présentes dans la région, ouvrent de nouvelles surfaces de production à partir des prochains semis. Les deux coopératives issues de la Vermandoise, c'est-à-dire Pithiviers (Loiret) et Toury (Eure-et-Loir), et la section historique de Corbeilles-en-Gâtinais (Loiret) ont l'ambition d'augmenter d'une trentaine de jours sur quatre ans leur campagne de production, ce qui signifie qu'environ dix mille hectares sont disponibles sur une bande large entre Chartres et Montargis et de la Loire à la Seine.

« Les adhérents actuels seront prioritaires », annonce Didier Cheron, vice-président de Cristal union, mais « l'ampleur du projet fait qu'il devra intéresser de nombreux nouveaux planteurs », précise Bruno Labilloy, directeur agricole du groupe. Pour des raisons pratiques, les nouvelles surfaces seront plutôt à l'ouest de cette zone, en

Eure-et-Loir, en Essonne et en Loir-et-Cher.

Parts sociales

Ces nouveaux contrats portent sur cinquante tonnes de betteraves en quotas et 950 tonnes de betteraves industrielles hors-quotas. L'adhésion à la coopérative s'accompagne d'un engagement de production de dix ans et de l'acquisition de parts sociales à hauteur de douze euros par tonne de betterave. Le paiement est échelonné sur quatre ans. La participation au financement demandée aux nouveaux planteurs, à hauteur globale de 24 euros par tonne, porte uniquement sur les cinquante tonnes de betteraves en quotas. Les nouveaux planteurs bénéficieront des retours du groupe à partir des semis 2015. Le groupe Cristal union avait déjà mené un agrandissement de surfaces au sud de Paris en 2008-2009. Il s'était soldé par l'arrivée de 170 nouveaux planteurs sur les

2 200 que comptent désormais les coopératives concernées par ces trois usines.

Ce projet s'inscrit dans la préparation à la fin du régime des quotas. Cristal union prévoit un accroissement de 15 % de ses surfaces totales en mettant l'accent sur le sud de Paris et la Champagne-Ardenne. Les trois usines de la région, pour optimiser leurs potentiels, font l'objet d'un programme d'investissement qui porte surtout sur la maîtrise de l'énergie. « La disparition des quotas d'un côté nous oblige à améliorer la compétitivité des usines mais, d'un autre côté, va libérer l'accès à des marchés jusque-là préservés comme, en particulier, le sud de l'Europe », explique Alexandre Pelé, président de la coopérative de Pithiviers-Toury. Dans cet objectif, le sud de Paris, en plus de la qualité agronomique de ses terres, affiche des coûts d'approche favorables.

ÉRIC YOUNG